

# La Problématique De La Transition Vers Une Agriculture Durable En Côte d'Ivoire Dans La Relance Post Covid 19.

AUTHOR : KOFFI Paul Agenor, Country : Ivory Coast

---

## Résumé

Le secteur agricole en Côte d'Ivoire représente environ 22% du PIB, 2/3 des emplois directs et indirects et 60% des recettes d'exportation. Cependant, comment allier un modèle agricole qui prend en compte les enjeux climatiques, de sécurité alimentaire et de croissance économique ? En effet, l'agriculture ivoirienne est pointée du doigt pour son rôle néfaste sur l'environnement. La réduction des investissements agricoles liée au Covid 19 menace la production nationale avec un accroissement des importations renforçant ainsi les risques d'insécurité alimentaire. L'Etat s'est engagé dans une agriculture plus compétitive, respectueuse de l'environnement et créatrice de revenus équitablement partagés. Toutefois, ce modèle agricole fait face à des contraintes majeures. Cet article se propose d'analyser les défis et les leviers de la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire. L'atteinte de cet objectif nous a conduit à opter pour une méthodologie qui s'appuie sur une recherche documentaire complétée par des entretiens sémi-directifs auprès des parties prenantes clés du monde agricole. Les résultats révèlent que pour réussir la transition, l'Etat devra renforcer le cadre législatif et institutionnel, mettre en avant des politiques de promotion des partenariats publics-privés en matière d'investissement agricole au plan individuel, communautaire et des entreprises, en s'appuyant sur une quête de productivité et de meilleurs rendements sobres en carbone.

**Mots clés :** agriculture, impacts socio-économiques et environnementaux, durabilité, Côte d'Ivoire.

---

Date of Submission: 28-05-2023

Date of Acceptance: 08-06-2023

---

## I. INTRODUCTION

L'agriculture occupe une place de choix dans l'économie de la Côte d'Ivoire. Depuis l'indépendance en 1960, le secteur agricole se positionne comme le moteur du développement économique ivoirien. En 2018<sup>1</sup>, ce secteur a contribué à 28% du PIB et représentait 40% des exportations. Plus de 60% de la population active travail dans le secteur agricole qui fournit plus de 65% des revenus des ménages. La Côte d'Ivoire par son agriculture occupe le rang de premier producteur mondial de cacao, de noix de cajou et de noix de cola et celui de premier producteur africain de caoutchouc naturel (4ème rang mondial), de banane ainsi que le rang de deuxième producteur africain d'huile de palme. Cependant, l'agriculture ivoirienne est confrontée à d'importants défis notamment des écarts de productivité agricole et l'adoption de système de production durable.

En effet, le recours à des techniques inadaptées entraîne une dégradation importante des sols, un gaspillage des ressources en eau, et souvent une pollution inquiétante liés à l'utilisation des pesticides et autres produits chimiques (PNEDD 2018). D'un autre côté, l'accroissement de la population et la baisse de productivité agricole du fait du Covid 19 renforcent l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité de quelque 15% des ménages ruraux<sup>2</sup>. Face à de tels constats il est recommandé au pays d'opérer progressivement sa transition vers une agriculture durable.

L'agriculture durable (également appelée agriculture soutenable) est définie comme l'application à l'agriculture des principes du développement durable. Il s'agit donc d'assurer la production de nourriture, de bois et de fibres en respectant les limites écologiques, économiques et sociales qui assurent la durabilité dans le temps de cette production<sup>3</sup>. La pratique de l'agriculture durable se présente comme une contribution à l'atteinte des objectifs de développement durable dans ce secteur (Agenda 2030 des Nations Unies) et au respect des engagements internationaux du pays en matière de changement climatique (Accord de Paris).

Cependant, malgré, les mesures fiscales, financières et sociales prises par le gouvernement ivoirien pour aider les populations et le secteur privé à faire face aux effets de la crise du Covid 19, notamment les fonds

---

<sup>1</sup> <https://agriculture.gouv.fr/cote-divoire-contexte-agricole-et-relations-internationales>

<sup>2</sup> [https://www.ifad.org/fr/web/operations/country/id/cote\\_divoire](https://www.ifad.org/fr/web/operations/country/id/cote_divoire)

<sup>3</sup> [https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire\\_environnement/definition/agriculture\\_durable.php4](https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/agriculture_durable.php4)

de soutien aux principales filières et à la production agricole, ceux-ci ne suffiront pas à endiguer les problèmes de trésorerie, de baisse de chiffres d'affaires et de perte d'emplois des exploitants agricoles. En outre, les fonds Covid 19 ne sont généralement pas adaptés et restent insuffisants pour le financement du sous-secteur de l'agriculture durable. Dès lors, le sujet pose le problème l'insuffisance de durabilité de l'agriculture ivoirienne. Il en ressort la problématique suivante :

### **Comment réussir la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire dans la relance post Covid 19 ?**

En d'autres termes, comment l'agriculture durable contribue-t-elle à la productivité et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs ? quels sont les facteurs explicatifs de l'insuffisance de l'agriculture durable en Côte d'Ivoire ? quels sont les mécanismes pour le développement d'une agriculture durable et résiliente en Côte d'Ivoire ?

Le présent article, qui s'inscrit en sciences de l'homme et de la société, porte ainsi sur la problématique de la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire dans la relance post Covid 19. Il s'articule en trois parties. La première partie traitera des caractéristiques d'une agriculture résiliente et durable, la deuxième partie exposera les défis en matière d'agriculture durable en Côte d'Ivoire, et enfin, la troisième partie tentera de formuler des pistes de solutions en vue de réussir la transition vers une agriculture durable et résiliente dans la relance post Covid 19 en Côte d'Ivoire.

## **II. MÉTHODOLOGIE**

### **Méthode**

La présente étude s'est déroulée en Côte d'Ivoire et concerne le secteur de l'agriculture et plus particulièrement le sous-secteur de l'agriculture durable.

La démarche mobilise une enquête par entretiens semi-directifs auprès des acteurs engagés dans les filières de production agricoles et une mise en débat des connaissances générées lors de séances d'informations et de rencontres participatives multi-acteurs, de mars 2022 à février 2023. Les données recueillies ont permis de faire un état des lieux sommaire des volumes de productions agricoles dans la zone. Quant aux données qualitatives collectées auprès des producteurs, elles permettent de faire une analyse fine des chaînes de valeur agricoles afin d'en déceler les opportunités et les contraintes en termes de durabilité.

Le choix de la méthode qualitative offre l'avantage d'obtenir des points de vue des parties prenantes sur le sujet traité, combiné à une étude quantitative qui s'est étendue à la recherche documentaire en vue d'exploiter les statistiques. L'exploitation manuelle a été privilégiée pour l'analyse des données à cause du nombre réduit de données à traiter.

### **Difficultés**

L'étude a coïncidé avec la période post-Covid-19 ce qui a retardé les investigations du fait du ralentissement des activités observés et du manque d'engouement des populations pour la relance des activités, surtout dans le sous-secteur du vivrier et leur résistance face à la redondance des études similaires.

## **III. RESULTATS ET DISCUSSION**

### **Résultat**

Le développement rapide de l'agriculture extensive en Côte d'Ivoire fait apparaître de nombreux défis. Parmi les plus importants défis nous notons, l'insuffisance des politiques publiques en matière d'agriculture durable, les faibles niveaux de productivité et de transformation locale des produits, le niveau de développement insuffisant des filières agricoles, mais également l'impact considérable de l'agriculture sur l'environnement, tout en étant elle-même victime des changements climatiques.

### **Une vision orientée vers les enjeux de l'agriculture durable**

La loi d'orientation agricole en Côte d'Ivoire précise que « *L'exploitation agricole, outre sa fonction économique, contribue à la gestion durable des ressources naturelles, à la protection de l'environnement, à l'aménagement équilibré et cohérent du territoire et au partage des richesses, dans une approche sociale* »<sup>4</sup>. Cette loi jette ainsi les bases de l'agriculture durable.

En effet, [...] l'agriculture durable contribue à faire évoluer les systèmes de production et les pratiques agricoles en prenant en compte la finitude des ressources naturelles et la nécessité de préserver les écosystèmes pour garantir durablement la rentabilité économique, le bien-être social et le respect des équilibres écologiques<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> La Loi N° 2015-537 du 20 juillet 2015 d'orientation agricole qui dispose en son Article 9

<sup>5</sup> GOUELI Bi Sia Paulin, Thèse «La communication pour le changement de comportement en agriculture durable», 2019, p. 24

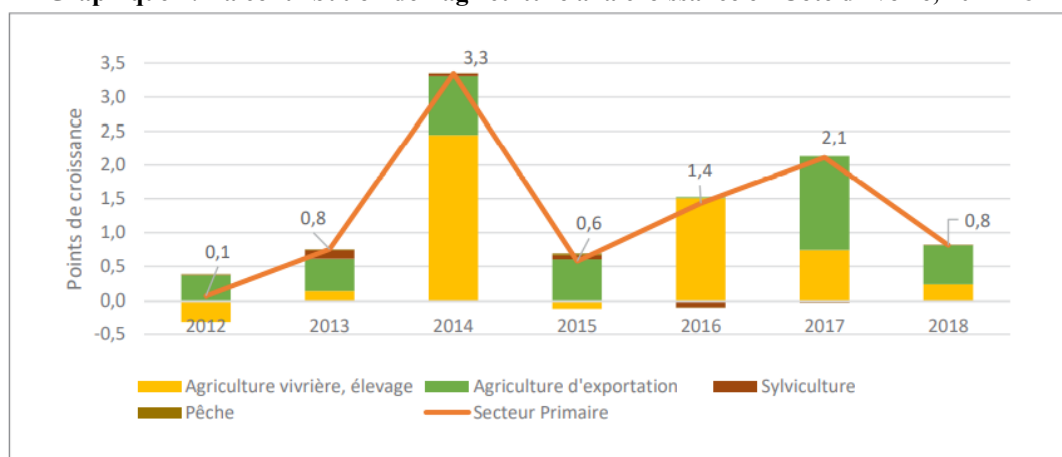
Cela intègre la prise en compte des risques liés aux changements climatiques sur la productivité et la compétitivité dans le secteur agricole. Cependant, la pandémie de la Covid 19 a fortement perturbé l'économie mondiale et nationale, les chaînes d'approvisionnement, l'équilibre financier des entreprises et des ménages, particulièrement celui les producteurs agricoles vivant en milieu rural.

C'est ainsi qu'en plus des efforts du gouvernement pour limiter l'impact de la Covid 19, le défi important auquel le Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération 2018-2025 (PNIA 2) s'attaque est l'enjeu des changements climatiques, à travers la mise en œuvre des actions aussi bien d'adaptation des pratiques agricoles que d'atténuation des effets des changements climatiques<sup>6</sup>. Toutefois, les résultats en matière d'agriculture durable restent faibles si l'on se réfère aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et des rapports sur l'atteinte des objectifs prévus dans l'Agenda 2030 des Nations Unies (ODD). Une situation exacerbée par le faible engagement politique en matière de réformes du sous-secteur agricole durable, le manque de compétences des acteurs et la faible traçabilité des produits agricoles «verts».

Des efforts restent à faire à tous les niveaux vu le rôle centrale qu'occupe l'agriculture dans tous les secteurs de développement socio-économique. La prise en compte des objectifs de l'agriculture durable dans les politiques et les plans sectorielles devrait contribuer efficacement à l'adoption des bonnes pratiques agricoles, la préservation des écosystèmes tout en améliorant de façon substantielle les conditions de vie des producteurs.

### **Principaux défis de l'agriculture durable en Côte d'Ivoire** *Une contribution insuffisante à la croissance économique*

**Graphique 1: La contribution de l'agriculture à la croissance en Côte d'Ivoire, 2012-18**



**Source MEF : Groupe de la Banque Mondiale, Situation économique en Côte d'Ivoire, Au pays du cacao, comment transformer la Côte d'Ivoire ? Juillet 2019 / 9ème édition. Page 26**

La contribution de l'agriculture à la croissance économique du pays est restée modeste et fragile au cours de ces dernières années. Ce secteur n'a directement contribué en moyenne qu'à 14 % de la croissance du PIB (ou l'équivalent de 1,2 points par an) depuis la sortie de crise en 2012, ce qui est faible en comparaison de la contribution de l'industrie (20%), des services (31%), et même de l'État (30%)<sup>7</sup>. Cette faible contribution de l'agriculture à l'économie nationale pourrait être attribuée à plusieurs facteurs dont les changements climatiques.

En effet, les changements climatiques, les exigences sur la conformité et la qualité des produits qui influencent les prix sur les marchés internationaux contribuent à faire varier la contribution de l'agriculture à la croissance économique. Dès lors, quelle est la part de l'agriculture dite durable dans cette croissance ? Les investissements dans l'agriculture durable recherchent une croissance économique soutenue, une réduction de l'utilisation des ressources et de la pollution, la préservation des habitats naturels, ainsi que de meilleures conditions de vie pour les populations. Ces investissements, lorsqu'ils sont structurés obéissent à des normes qui

<sup>6</sup> PNIA 2. P. 5

<sup>7</sup> Groupe de la Banque Mondiale, Situation économique en Côte d'Ivoire, Au pays du cacao, comment transformer la Côte d'Ivoire ? Juillet 2019 / 9ème édition. Page 26 : La contribution de l'agriculture à la croissance du PIB est sous-estimée car cet exercice comptable ne prend pas en compte ses effets indirects sur le développement des emplois industriels et de services le long des chaînes de valeurs. L'estimation de ces effets indirects dépasse toutefois le cadre de ce rapport.

favorisent la conformité des produits et des services aux standards internationaux, d'où un meilleur accès de ceux-ci aux marchés locaux et extérieurs.

### ***Des impacts socio-économiques et environnementaux***

L'agriculture durable part du principe de la prise de conscience récente des impacts négatifs des pratiques agricoles sur l'environnement et la société. Ainsi, les limites des ressources naturelles et de la pollution des sols, de l'air et de l'eau, orientent de plus en plus de politiques vers une nouvelle agriculture plus pérenne. L'agriculture durable se préoccupe à la fois de réduire l'insécurité alimentaire, accroître les rendements sur des surfaces plus réduites, optimiser l'utilisation des ressources naturelles, dont l'eau, et les sols, procurer de meilleurs revenus et améliorer les conditions de vies et de travail des producteurs, limiter les émissions de gaz à effet de serre, maintenir la biodiversité, et encourager la valorisation des déchets, etc.

Cependant, les pratiques actuelles font une part belle à une agriculture considérée comme «non-durable». Cela a été favorisé par l'utilisation de larges réserves foncières pour l'extension des cultures, le non renouvellement de la fertilité des sols via des jachères prolongées, le stress climatiques, l'indifférence totale des marchés agricoles pour les produits réputés sans déforestation, etc<sup>8</sup>. C'est ainsi que l'analyse de l'impact de l'agriculture ivoirienne à travers les trois piliers économique, social et environnemental du développement durable fait apparaître des écarts en matière de production durable.

### ***Au plan économique***

L'augmentation des productions est essentiellement tirée par une agriculture extensive, alors que les rendements ont tendance à stagner voire à baisser. En effet, l'augmentation des volumes de production a engendré un accroissement des exportations agricoles de 27% entre 2010 et 2014<sup>9</sup>. Malgré les progrès accomplis, les faibles niveaux de productivité restent un défi majeur. Par ailleurs, le financement constitue un enjeu crucial du développement agricole, un secteur dont les spécificités rendent son financement particulièrement difficile, coûteux et risqué<sup>10</sup>. De façon spécifique, l'incapacité à financer les coûts élevés du démarrage dans la transition vers une agriculture durable peut empêcher le développement des investissements. C'est le cas des petits producteurs des filières de rente considérées comme celles ayant le plus d'impact sur la déforestation, tels le cacao, le palmier à huile, l'hévéa, etc.

Pour financer durablement la chaîne de valeur agricole, il faudrait à la fois remédier à ces enjeux du financement et de la productivité tout en garantissant un équilibre entre la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie et de travail des producteurs.

### ***Au plan social***

L'agriculture occupe une majeure partie de la population active et continue de générer un nombre important d'emplois indirects. [...] Cependant, malgré la part importante de l'emploi de la population active dans le secteur agricole [...], les revenus qu'il génère sont moindres<sup>11</sup>. Les données sur le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire montrent des taux plus élevés en milieu rural (56,8%) par rapport au milieu urbain (35,9%)<sup>12</sup>. En effet, le manque de compétences des agriculteurs dû à l'insuffisance de ressources pour investir dans le capital humain met en exergue des défis liés notamment à la vulgarisation des services de conseil agricole, l'amélioration du système de formation agricole, l'accès aux innovations technologiques, sociales et institutionnelles, la promotion de l'emploi décent et de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole, etc.

Des performances faibles ou instables dans l'agriculture, notamment dans l'agriculture vivrière et dans l'agroalimentaire exposent le pays à des risques d'insécurité alimentaire qui renforcent les inégalités. L'accroissement de la pauvreté et insécurité alimentaire vont de paire. Les régions les plus pauvres sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

En outre, les difficultés liées à la scolarisation des enfants dû au manque de ressources financières et à l'insuffisance d'écoles dans certaines localités ainsi que le manque de main d'œuvre contribuent au renforcement du phénomène du travail des enfants dans les plantations. Par ailleurs, en plus de pénibilité du

---

<sup>8</sup> Facilité REDD de l'UE, Note d'Information, Comment concilier développement agricole et forestier en Côte d'Ivoire, et à quel coût? 2014, p.10

<sup>9</sup> PNIA 2, p. 29

<sup>10</sup> [https://www.rural21.com/francais/current-issue/detail/article/financement-de-lagriculture-en-afrique-de-louest-defis-et-changement-de-paradigme.html?no\\_cache=1](https://www.rural21.com/francais/current-issue/detail/article/financement-de-lagriculture-en-afrique-de-louest-defis-et-changement-de-paradigme.html?no_cache=1)

<sup>11</sup> Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Côte d'Ivoire, Programme national d'investissement agricole de 2<sup>ème</sup> génération (PNIA 2) 2018-2025, édition 2018, p. 29

<sup>12</sup> INS, Enquête Niveau de Vie des ménages (ENV 2015)

travail agricole dû à la faible mécanisation, le manque d'éducation pourrait conduire à des pratiques dangereuses tel que l'usage intensif et généralisé des pesticides.

En effet, la mauvaise utilisation des pesticides constitue à la fois une cause de dégradation de l'environnement et un problème de santé publique. Une agriculture durable devrait considérer l'action sociale et le bien-être en milieu rural comme une priorité pour améliorer le suivi et l'encadrement des populations rurales dans la mise en application des bonnes pratiques agricoles durables.

### ***Au plan environnemental***

L'agriculture représente un quart des émissions mondiales des gaz à effet de serre (GES). La part relative des émissions de GES du secteur agricole en Côte d'Ivoire était estimée à 6 140,80 (ktonne equiv. CO<sub>2</sub>), soit 47,43% de la production totale, tous secteurs confondus, en 2012. La CDN (Contributions déterminée au niveau national) prévoit une réduction des émissions de GES de 6,82% à l'horizon 2030 par rapport au scénario de BAU.

En effet, les principaux produits d'exportation en Côte d'Ivoire dont le cacao, la noix de cajou, la noix de cola, la banane ainsi que l'huile de palme sont pointés du doigt pour leur rôle dans la déforestation. L'agriculture en Côte d'Ivoire continue d'être à la fois victime et responsable de la dégradation de l'environnement. Le développement rapide d'une agriculture extensive en Côte d'Ivoire a généré une déforestation, une dégradation de la qualité des sols, une pollution des eaux, et la mise en danger de plusieurs espèces et zones protégées<sup>13</sup>. La pression sur les ressources naturelles et la destruction de la biodiversité s'est fortement accrue ces dernières années. L'agriculture ivoirienne est par ailleurs soumise à divers facteurs perturbants, dont les effets des changements climatiques.

### ***Les contraintes climatiques***

En Côte d'Ivoire, la déforestation brutale a conduit à une avancée de la savane, les précipitations annuelles ont diminué en moyenne de 0,5% par an entre 1965 et 1980. La variation relative calculée entre les années 1950 à 1960 et les années 1970 à 1990 permet de noter que la diminution des précipitations atteint environ 25% sur l'ensemble du pays, voire un peu plus dans la partie septentrionale où elle peut atteindre 28% (Brou et al, 2005). Cette baisse de la pluviométrie et des ressources en eau, a affecté la production agricole ainsi que d'autres secteurs socio-économiques.

Par ailleurs, le pays fait face au stress thermique et à la pollution. En effet, on entend par «stress thermique» le fait pour l'être humain d'être soumis à une chaleur excessive que le corps n'est physiologiquement plus à même de supporter. Le problème touche surtout ceux qui travaillent en plein air, notamment dans l'agriculture et la construction. Selon les estimations, plus de 2% des heures travaillées totales seront perdues dans le monde chaque année en raison du stress thermique d'ici à 2030. Malheureusement, le stress thermique est souvent associé à des contextes nationaux caractérisés par la pénurie de travail décent et de protection sociale, ainsi que par la forte prévalence de l'économie informelle et de la pauvreté au travail (BIT, 2019b). Le stress thermique peut engendrer une fuite de la main d'œuvre qualifiée vers des emplois moins pénibles et plus rentables, faisant ainsi apparaître des risques sur la productivité et les rendements agricoles.

En outre, le rôle primordial que joue la terre en matière d'agriculture provoque chez les propriétaires terriens et les exploitants agricoles un attrait considérable, dans un contexte de raréfaction des terres. En effet, le développement agricole en Côte d'Ivoire reste plus que jamais consommateur de terres et de forêts. Les cultures extensives mises en place aux lendemains des indépendances, notamment pour la production et l'exploitation des produits de rente tels que le cacao, le café, le palmier à huile, l'hévéa, etc., et la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis ont accéléré la perte du couvert forestier en Côte d'Ivoire.

En outre, la concurrence pour l'accession à la terre conduit très rapidement à l'appauvrissement du sol et l'épuisement des terres arables, bref une pression foncière qui fait émerger les conflits déjà latents<sup>14</sup>. A ces facteurs l'on peut ajouter de nouvelles formes de diversification des sources de revenu en milieu rural orientées vers les activités minières et l'orpaillage clandestin qui ont des impacts considérables sur la dégradation des terres arables.

### ***L'insuffisance du financement de l'agriculture durable***

L'État de Côte d'Ivoire est resté jusqu'aux années 90 le principal partenaire du monde agricole. Les structures étatiques intervenaient directement à la fois dans l'organisation des filières, l'encadrement des producteurs, le financement, la gestion de la production et de la commercialisation, etc. Sur la période 2012-

---

<sup>13</sup> PNIA 2, p. 29

<sup>14</sup> ATTA Déniel, Mémoire : « Question d'intégration et conflit fonciers dans les zones de production agricole : cas des populations allochtones et allogènes dans la région de l'Agneby (Côte d'Ivoire), 2008, p. 6

2015, les dépenses publiques dans le secteur agricole sont estimées à 61 milliards<sup>15</sup> de francs CFA par an, en dessous de la cible de 10%, selon l'engagement de MAPUTO en 2003. Selon les projections, la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération 2018-2025 (PNIA 2) va nécessiter un investissement total de 12361 milliards de FCFA soit en moyenne, 1120 milliards de FCFA par an dont 728 milliards d'investissement privé (65%) et 392 milliards d'investissement public (35%)<sup>16</sup>. Par ailleurs, les données sur les investissements dans l'agriculture durable sont difficilement accessibles.

Au niveau des autres instruments financiers, l'offre de finance rurale qui intègre la finance agricole est souvent perçue comme plus difficile que l'offre de finance urbaine pour plusieurs raisons, notamment la faible maîtrise du secteur, le manque d'épargne et de garanties, etc. Les mécanismes de financements du monde agricole sont diversifiés mais peinent à satisfaire à la demande des producteurs. Toutes ces contraintes de financement constituent également des facteurs limitant la transition vers une agriculture durable.

En effet, la plus part des programmes de durabilité initiés par ces entités sont financés par des bailleurs extérieurs. En plus les budgets de l'État qui alimentent peuvent être modifiés en fonction des priorités, ce qui pose la question de la pérennisation des initiatives de durabilité. La faiblesse des ressources financières pour satisfaire à une demande de plus en plus croissante, l'impact de la Covid 19, la faible gouvernance communautaire et des organisations coopératives du secteur agricole ainsi que l'insuffisance de coordination des dispositifs d'appui conseil et de suivi des promoteurs financés constituent également des contraintes en matière de financement.

### **Discussion**

A l'instar de nombreux pays africains et du monde, la Côte d'Ivoire fait face à de nombreux défis en matière de mise en place du développement durable dans divers secteurs d'activités, notamment la croissance démographique, les défis environnementaux, les défis institutionnels et politiques, etc. Dans le secteur agricole, la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire constitue à la fois un défi et une opportunité au regard des multiples impacts sociaux et environnementaux induits, mais également des avantages en termes de réduction des externalités négatives et de préservation de l'environnement. De ce point de vue, l'agriculture durable se situe au cœur du développement économique et social du pays. Cet objectif de durabilité peut être atteint, entre autres, à travers les points suivants.

### **L'appui à la production durable**

L'agriculture ivoirienne pour faire face aux ravageurs et accroître la productivité s'est fortement orientée vers l'utilisation d'engrais chimiques de synthèse et des pesticides de synthèse. Ces pratiques ont des conséquences sur la pollution et l'exposition des producteurs à des risques sanitaires. En effet, l'agriculture écologique recommande la fertilité des sols sans avoir recours à des produits chimiques. Elle les protège de l'érosion, de la pollution et de l'acidification<sup>17</sup>. En outre, il est recommandé de privilégier l'utilisation des semences locales adaptées au sol et au climat et moins dépendantes des pesticides. Afin d'y parvenir il sera nécessaire d'une part, de sensibiliser davantage les populations, développer les compétences des producteurs, et d'autre part, promouvoir l'utilisation des engrais biologiques, favoriser leur accès au marché et aux producteurs en renforçant le cadre réglementaire et institutionnel.

### **L'appui à la transformation et à la consommation durable**

La transformation des produits reste le maillon faible de la chaîne de valeur du secteur agricole en Côte d'Ivoire. En effet, le pays peine à diversifier son industrie. Le taux de transformation de la production locale reste faible (3 à 4% pour le café, environ 12% pour l'anacarde, 30 à 40% pour le cacao ; environ 55% pour l'hévéa ; seuls l'huile de palme et la canne à sucre ont atteint un taux de transformation locale de 100%). C'est ainsi que le secteur privé est invité à investir dans l'industrialisation afin d'améliorer la valeur ajoutée de la production agricole nationale. Toutefois, l'un des défis à relever par les entreprises industrielles est d'éviter de contribuer à la dégradation de l'environnement naturel dans leur zone d'implantation, en tenant des principes de bonnes pratiques de l'écologie industrielle.

En effet, environ 88% des entreprises sont installées à Abidjan<sup>18</sup>, alors que les émissions de GES du secteur industriel et manufacturier était estimée à 1 000,81 (ktonne equiv. CO<sub>2</sub>), soit 7,73% de la production totale, tous secteurs confondus, en 2012. La dégradation du patrimoine naturel d'Abidjan est devenue préoccupant vu les impacts de la pression démographique (20,8%<sup>19</sup> de la population nationale) qui s'étendent

---

<sup>15</sup> PNIA 2 : Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération 2018-2025. P. 38

<sup>16</sup>PNIA 2 : Idem p. 38

<sup>17</sup> <https://www.greenpeace.fr/agriculture-choisissez-des-solutions-davenir/>

<sup>18</sup> Politique Nationale de l'Environnement et du Développement Durable 2018,

<sup>19</sup> RGPH 2014

aux aires protégées<sup>20</sup>. Ainsi, le rôle du secteur privé sera de développer des solutions technologiques innovantes pour favoriser une première transformation sur les lieux de production.

**Tableau 1** : Exemples de projets de cacao durable impliquant le secteur privé en Côte d'Ivoire

Source : CEA, MINEDD, Étude sur la mise en valeur du potentiel du secteur privé dans la stimulation de la croissance verte et la création d'emplois dans certains pays d'Afrique, cas de la Côte d'Ivoire, 2021, p. 80

N°	Projets	Description
1	Partenariat REDD+ et CEMOI	Convention entre le REDD+ et CEMOI CI dont l'un des objectifs est de garantir la traçabilité du cacao et de quantifier les impacts environnementaux positifs du projet afin de les convertir en crédits de carbone, puis en revenus.
2	Projet CIV-A Côte d'Ivoire	Le projet CIV-A, vise l'augmentation des revenus des petits producteurs de cacao, la création d'emplois par les innovations technologiques et la sécurité alimentaire. Cinq composantes thématiques sont visées, à savoir la culture durable de cacao sans déforestation, la diversification des cultures, la transformation locale (primaire et secondaire) et la commercialisation, les innovations dans le secteur du cacao, et enfin le réseautage et le dialogue international. 100 000 exploitants et 15 PME agricoles bénéficiaires.
3	Le projet « amélioration de la productivité » en partenariat avec MARS	Améliorer les conditions de vie des producteurs en améliorant leurs revenus par une meilleure productivité

La transformation locale des produits sera d'autant plus viable si la promotion des pôles économiques compétitifs intègre l'implantation d'un plus grand nombre entreprises à travers les régions qui améliorent durablement les chaînes de valeur par la formation des acteurs et la mise en place de système de traçabilité des produits, etc.

Enfin, le rôle des consommateurs reste déterminant dans la demande de produits sous labels de qualité et de produits bios. Ces nouveaux modes de consommation constituent désormais de nouvelles exigences «produit» qui contribuent efficacement à la mise en pratique de l'agriculture durable.

### **L'appui à la commercialisation**

L'économie ivoirienne dépend fortement des produits hautement spéculatifs sur le marché international et expose le pays aux fluctuations des cours. Par ailleurs, l'ouverture des marchés sous régionaux et l'accès de certains produits agricoles au marché international reste limités du fait des barrières non tarifaires. En effet, le marché mondial est devenu très demandeur de produits de haute qualité, offrant une disponibilité immédiate, une saveur, une qualité, une fraîcheur, une commodité, un respect de l'environnement et une traçabilité, que seule une chaîne de valeur «durable» peut garantir<sup>21</sup>. C'est ainsi que la traçabilité est présentée par les organismes de certification comme le mécanisme permettant de garantir l'intégrité du produit de la plantation au consommateur (de la fourche à la fourchette). Cela a favorisé l'apparition de plusieurs normes et standards nationaux et internationaux en matière d'agriculture durable.

Dans l'optique d'accélérer la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire, le cadre national de développement et de promotion des normes et des labels locaux de qualité devra être renforcé. Ces normes et labels auront pour avantage de préciser aux consommateurs la conformité des produits agricoles en matière de préservation de l'environnement et de la société en générale. Ils garantiront une traçabilité des produits et permettront aux consommateurs de reconnaître les produits issus des modes de production et de consommation durables.

### **La valorisation matière, énergétique et la création d'emplois verts**

Le concept de l'économie circulaire suscite un intérêt grandissant auprès de la communauté des affaires, des gouvernements, des citoyens et du monde universitaire. Une agriculture durable doit nourrir la population et développer l'économie tout en limitant son impact sur l'environnement afin d'être pérenne. Pour cela, elle doit le plus possible être basée sur un système circulaire, permettant le maintien et la régénération des ressources, voire leur amélioration<sup>22</sup>. En matière de valorisation des déchets agricoles, le potentiel de résidus de

<sup>20</sup> Raphaël Kouadio Oura, « Extension urbaine et protection naturelle : La difficile expérience d'Abidjan », Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 12 Numéro 2 | septembre 2012, mis en ligne le 31 octobre 2012, consulté le 22 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/12966> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.12966>

<sup>21</sup> Groupe de la Banque Africaine de Développement : Développement et financement des chaînes de valeur agricoles (FCVA) pour l'amélioration de la compétitivité des exportations, 2013. P. 17

<sup>22</sup> <https://www.geo.fr/environnement/agriculture-durable-definition-principes-et-enjeux-193859>

cacao est estimé à 13 millions de tonnes par an, 0,2 million pour le coton, 2,5 millions pour l'huile de palme et 1 million pour le caoutchouc, soit 16,7 millions de tonnes avec une puissance électrique totale évaluée à « 1.645 MW et un rendement moyen de 25% » pour la production d'énergies renouvelables<sup>23</sup>. C'est ainsi que certaines entreprises agro-industrielles ont mis en place des solutions de valorisation des déchets sous la forme de compost pour les cultures et de biomasse (CEA, MINEDD, 2021).

Plusieurs exemples de valorisation des déchets dans le secteur agricole existent et méritent d'être promus et vulgarisés. Cependant, la valorisation des déchets agricoles se heurte à des coûts de production élevés et à un accès limité au marché dû à une faible législation ainsi qu'à une insuffisance de promotion de la part des pouvoirs publics et du secteur privé.

### **L'agroforesterie**

**Image 1 :** Photo d'une plantation de cacao intégrant des arbres forestiers



Source : commodafrica.com - 02 juillet 2019

A l'instar de nombreux pays, l'agroforesterie a déjà fait ses preuves en Côte d'Ivoire comme un moyen efficace pour le renforcement de la durabilité des plantations et l'amélioration de la résilience des producteurs. Plusieurs initiatives sont en cours dans le pays. Celles-ci englobent les activités des coopératives agricoles en collaboration avec divers partenaires dont des exportateurs, des opérateurs économiques de la filière bois, des partenaires techniques et financiers ainsi que des organisations de la société civile spécialisées dans la reforestation. Des expériences sur le terrain dans le secteur de la caco-culture montrent que l'agroforesterie renforce la durabilité des plantations et la résilience des producteurs.

Celle-ci contribue durablement à la reconstitution de la biodiversité, renforce la diversification de la production et favorise par ailleurs un accès des producteurs aux divers mécanismes de paiement pour services éco-systémiques (PSE) avec de nouveaux revenus additionnels. Toutefois, le financement de l'agroforesterie en Côte d'Ivoire laisse de nombreuses zones d'ombre face à une demande de plus en plus croissante des producteurs en plants de qualité et en matière de suivi conseils de proximité.

### **L'autoconsommation agricole**

D'ici 2050, la production agricole mondiale devrait augmenter de 60% pour satisfaire aux besoins de plus de 9 milliards d'habitants. En Côte d'Ivoire, l'on estime la population à 50 millions d'habitants dans la même période. Pour garantir l'équité en matière de production et de sécurité alimentaire il conviendra d'encourager le développement de l'agriculture «d'autoconsommation» via les exploitations familiales. En effet, l'agriculture vivrière constitue une alternative efficace aux cultures de rente et assure aux producteurs des moyens de subsistance additionnels.

Le rôle de la production vivrière pour la lutte contre la pauvreté des ménages ruraux est largement démontré dans la littérature. Le développement de l'autoconsommation agricole consisterait à encourager les ménages urbains et ruraux à pratiquer des cultures vivrières et maraîchères de proximité respectant les bonnes pratiques agricoles. Cela favorisera la reconversion professionnelle, la création d'emplois nouveaux, l'apport de nutriments aux ménages ainsi que le relèvement de leur niveau de vie. En outre, la participation communautaire permettra aux populations de rechercher elles-mêmes les solutions aux problèmes qu'elles rencontrent.

Les types de cultures hors sol à haut rendement ou sur des surfaces réduites constituent des pistes de solutions pour la réduction de l'utilisation des terres et palier le problème de la sécheresse. Afin d'y parvenir, le gouvernement devra encourager et promouvoir une agriculture de précision adaptée aux changements climatiques.

<sup>23</sup> <https://www.agrimaroc.ma/valorisation-sous-produits-agricoles-cote-ivoire/>



### **La mobilisation des acteurs et des ressources**

Plusieurs acteurs interviennent dans la chaîne de valeur agricole qui devraient chacun à son niveau contribuer à son «*écologisation*». Ceux qui sont les plus actifs en la matière sont entre autres, les producteurs individuels réunis au sein des organisations professionnelles agricoles (OPA), les fournisseurs d'intrants, les agro-industries, les exportateurs, les organismes d'encadrement, de recherches et de certification, les fonds nationaux de soutien aux filières, etc. Ils jouent un rôle clef dans la sensibilisation et l'accompagnement des producteurs dans des démarches de certification. A ce titre ils peuvent servir de relais efficaces dans la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire. Il s'agit pour ces organisations de faire la promotion d'outils innovants de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

Ces acteurs peuvent également jouer d'autres rôles, par exemple en servant de canal d'accès aux marchés pour les producteurs, ou en leur fournissant des intrants agricoles et/ou des financements pour leur assurer un approvisionnement en intrants et un transfert de méthodes ou de technologies de production<sup>24</sup>. Cependant, la faible gouvernance de ces organisations dû à l'insuffisance de compétence et d'une expertise nationale pour la valorisation de l'agriculture durable, ainsi que l'insuffisance des données et de coordination des initiatives restent autant de défis en matière de mobilisation des ressources. Des pistes de solutions concernent le développement recherche et de la formation technique et professionnelle, ainsi que la promotion et la mise en œuvre de projets de partenariats publics-privés dans le financement de l'agriculture durable.

### **IV. CONCLUSION**

L'étude sur la problématique de la transition vers une agriculture durable en Côte d'Ivoire dans la relance post Covid 19 nous a permis de faire ressortir le rôle de l'agriculture durable dans la préservation des ressources en eau, la biodiversité, la fourniture des services environnementaux et le renforcement de la sécurité alimentaire. L'investissement dans l'agriculture durable peut ainsi stimuler la croissance et réduire la pauvreté. Cependant, l'impact de l'agriculture ivoirienne sur l'environnement et les effets des changements climatiques sur la productivité et les rendements constituent toujours des défis majeurs pour une agriculture durable. Un autre défi concerne la question foncière qui complexifie la traçabilité des produits et l'investissement dans les filières agricoles.

Par ailleurs, la Covid 19 a provoqué une baisse des chiffres d'affaires ainsi que des difficultés de trésorerie pour les entreprises et les exploitants agricoles, entraînant pour certaines un besoin urgent d'accéder à des financements pour assurer leur survie tout en faisant de l'agriculture durable une seconde priorité.

C'est ainsi que la présente étude met en évidence le rôle primordiale que devra jouer l'État pour renforcer le cadre législatif, réglementaire et institutionnel, puis continuer à promouvoir une politique de productivité agricole intégrant des systèmes de production durable et résilient. L'engagement politique, la disponibilité des financements agricoles et l'accès des populations rurales à l'information, à la formation et aux technologies de durabilité contribuera sans nul doute au développement des chaînes de valeur «plus vertes» et à une croissance durable. A cet effet, une réflexion plus approfondie devra être menée sur les modes de financements efficaces et efficaces intégrant les principes et les valeurs de durabilité pour le développement pérenne des filières agricoles.

### **RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

- [1]. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Côte d'Ivoire, Programme national d'investissement agricole de 2ème génération (PNIA 2) 2018-2025, édition 2018, p. 29
- [2]. Institut National de la Statistique (INS), Enquête sur le Niveau de Vie des ménages (ENV 2015)
- [3]. Ministère de l'Environnement et du développement Durable, Politique Nationale de l'Environnement et du Développement Durable 2018,
- [4]. Groupe de la Banque Africaine de Développement, Développement et financement des chaînes de valeur agricoles (FCVA) pour l'amélioration de la compétitivité des exportations, 2013. P. 17
- [5]. Groupe de la Banque Mondiale, Situation économique en Côte d'Ivoire, Au pays du cacao, comment transformer la Côte d'Ivoire ? Juillet 2019 / 9ème édition. Page 26 :
- [6]. Facilité REDD de l'UE, Note d'Information, Comment concilier développement agricole et forestier en Côte d'Ivoire, et à quel coût? 2014, p.10
- [7]. ATTA Déniel, Question d'intégration et conflit fonciers dans les zones de production agricole :
- [8]. cas des populations allochtones et allogènes dans la région de l'Agneby (Côte d'Ivoire), p. 6, DEA Culture de la Paix et Action Humanitaire, Université Félix Houphouët Boigny, Chaire Unesco pour la Culture de la Paix», soutenue en 2008.
- [9]. GAOULI Bi Kouamé Anicet Patern, Tutorat et conflit foncier rural dans l'Ouest ivoirien : le cas de Fengolo dans la Sous-Préfecture de Duékoué », , p. 50, DEA Culture de la Paix et Action Humanitaire, Université Félix Houphouët Boigny, Chaire Unesco pour la Culture de la Paix, soutenu en 2006.

---

<sup>24</sup> Groupe de la Banque Africaine de Développement, Développement et financement des chaînes de valeur agricoles (FCVA) pour l'amélioration de la compétitivité des exportations, 2013, p. 9

- [10]. GOUELI Bi Sia Paulin, La communication pour le changement de comportement en agriculture durable, p. 24 , Mémoire de Master de recherche en Culture de la Paix, Action Humanitaire et Développement Durable, Université Félix Houphouët Boigny, Chaire Unesco pour la Culture de la Paix, soutenu en 2019.
- [11]. KOHON Rolant, La contribution des coopératives agricoles au développement de l'agriculture en Côte d'Ivoire : l'Exemple de Tiassalé et de Sikensi, p. 11, Mémoire de Master Gestion de projet et Logistique Humanitaire, Université Félix Houphouët Boigny, Chaire Unesco pour la Culture de la Paix, soutenu en 2015.
- [12]. KOUADIO Oura Raphaël , « Extension urbaine et protection naturelle : La difficile expérience d'Abidjan », Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 12 Numéro 2 | septembre 2012, mis en ligne le 31 octobre 2012, consulté le 22 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/12966> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.12966>
- [13]. Actu Environnement, (page consultée le 10 décembre 2021), Agriculture durable [en ligne]
- [14]. [https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire\\_environnement/definition/agriculture\\_durable.php4](https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/agriculture_durable.php4)
- [15]. GEO, (page consultée le 12 décembre 2021), Agriculture durable : définition, principes et enjeux [en ligne]
- [16]. <https://www.geo.fr/environnement/agriculture-durable-definition-principes-et-enjeux-193859>
- [17]. Greenpeace, (page consultée le 15 janvier 2022), Agriculture : choisissez des solutions d'avenir ! [en ligne]
- [18]. <https://www.greenpeace.fr/agriculture-choisissez-des-solutions-davenir/>
- [19]. Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (République Française), (page consultée le 20 janvier 2022), Côte d'Ivoire : contexte agricole et relations internationales [en ligne] <https://agriculture.gouv.fr/cote-divoire-contexte-agricole-et-relations-internationales>
- [20]. Fonds international de développement agricole(FIDA) (page consultée le 25 janvier 2022), [https://www.ifad.org/fr/web/operations/country/id/cote\\_divoire](https://www.ifad.org/fr/web/operations/country/id/cote_divoire)
- [21]. AgriMaroc, (page consultée le 25 janvier 2022), La Côte d'Ivoire produit 16,7 millions de tonnes de sous-produits agricoles.
- [22]. [en ligne] <https://www.agrimaroc.ma/valorisation-sous-produits-agricoles-cote-ivoire/>
- [23]. Rural 21, (page consultée le 30 janvier 2022), Financement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest – défis et changement de paradigme [en ligne] [https://www.rural21.com/francais/current-issue/detail/article/financement-de-lagriculture-en-afrique-de-louest-defis-et-changement-de-paradigme.html?no\\_cache=1](https://www.rural21.com/francais/current-issue/detail/article/financement-de-lagriculture-en-afrique-de-louest-defis-et-changement-de-paradigme.html?no_cache=1)